

## ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

## Sit-in à travers les différentes wilayas

**Les enseignants contractuels ne décolèrent pas. Hier, à l'appel du Conseil national des enseignants contractuels affilié au Snapap, ils étaient nombreux à observer des sit-in devant les sièges des directions des académies des différentes wilayas. Dans la capitale et sous un soleil de plomb, ils étaient près d'une vingtaine à répondre à l'appel, en observant un sit-in devant le siège de l'Académie de la région centre.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Selon la présidente du bureau national, M<sup>me</sup> Mériem Marouf, «ils sont près de 30 000 enseignants contractuels à être concernés par la plate-forme de revendications transmise depuis peu aux responsables concernés». Il s'agit, ajoute la même source, «de la problématique du retard dans le paiement des arriérés de salaire, du non-respect des dates portant organisation des concours pour l'année scolaire 2009/2010 et du rejet des diplômes des enseignants contractuels concernés par le concours en question».

Selon la présidente du bureau national du Conseil

national des enseignants contractuels, «une journée nationale de protestation sera organisée le 18 juillet prochain devant le siège du ministère de l'Education nationale pour revendiquer l'intégration des contractuels d'une manière définitive dans le corps des enseignants».

«La situation perdure depuis des années. Certains d'entre nous enseignent depuis 3 ans, d'autres depuis 5 ans et il y en a même qui sont en poste depuis 11 ans. Et à ce jour, ils n'ont pas été confirmés. Au total, nous sommes 30 000 enseignants contractuels, dont certains n'ont pas touché leurs salaires depuis plusieurs mois. Ce n'est pas



Les contractuels reviennent à la charge.

Photo : Samir Sid

normal», s'est exclamé l'un des enseignants qui a tenu à dénoncer les tergiversations des pouvoirs publics. «On nous a demandé de passer un concours pour notre titularisation et lorsque nous avons pré-

senti des dossiers, l'administration les a rejetés, sous prétexte qu'il ne répondent pas aux besoins du secteur. Nous sommes des diplômés en ingénierie, en psychologie. Si l'on refuse nos diplômes, pour-

quoi fait-on alors appel à nous ?», s'est interrogé Mourad, un enseignant contractuel.

Et d'ajouter : «Dans les moments de crise, les pouvoirs publics n'ont pas hésité à nous faire appel et à saluer notre courage. Une fois la paix rétablie, on nous a mis aux oubliettes. Les postes budgétaires, dont parle depuis longtemps le ministre de l'Education, doivent être attribués à une partie des contractuels. Nous ne revendiquons que nos droits.»

Selon M<sup>me</sup> Marouf, «le Cnec ne revendique pas seulement l'intégration des contractuels dans leurs fonctions, mais aussi la régularisation des enseignants après une année d'exercice». Selon elle, «les contractuels sont déterminés à ne pas baisser les bras et à arracher leurs droits ; ils ont exposé l'autre problématique portant sur l'organisation des concours permettant aux contractuels une éventuel-

le titularisation. Pour cette structure syndicale, il est grand temps que le ministère de l'Education nationale mette à exécution ses promesses et en finisse avec ce litige.

«Si le ministère persiste dans sa politique de fuite en avant en ignorant les revendications des enseignants contractuels, tout porte à croire que ces derniers reprendront leur mouvement de protestation dans les tout prochains jours», a-t-elle averti. Il est utile de rappeler que le ministre de l'Education nationale avait promis de régler le problème dans les plus brefs délais, avant l'entame des cours de nouvelle année scolaire, et de faire en sorte que tous les arriérés de salaire soient versés sous peu.

Mais cette promesse et bien d'autres sont restées, aux dires des enseignants, lettre morte. «Le ministère de l'Education n'a pas tenu ses promesses !», claquent-ils.

A. B.

## IL SERA ADOPTÉ AVANT LA FIN DE L'ANNÉE

## Un diplôme supérieur de l'enseignement professionnel

**Décrocher un diplôme d'enseignement professionnel ouvrira-t-il les portes de l'université aux diplômés ? Possible. Un diplôme supérieur de l'enseignement professionnel, équivalent au diplôme d'ingénieur d'application, sera adopté avant le mois de décembre prochain.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Ce diplôme supérieur équivaut au niveau six, et supérieur au niveau d'un technicien supérieur de la formation professionnelle. C'est ce qu'a annoncé, hier, le ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels en marge de la tenue de la conférence nationale de son secteur.

Actuellement, le cursus de l'enseignement professionnel prévoit deux diplômes de premier et de deuxième degrés.

Le candidat peut intégrer le marché du travail ou poursuivre son enseignement pour décrocher un diplôme équivalent d'un ingénieur d'application. Ce diplôme ouvrira-t-il le droit d'accès aux universités ?

Par ailleurs, au vu du faible pourcentage de réussite au baccalauréat cette année, El Hadi Khaldi prévoit une surcharge au niveau des établissements pour la prochaine session de la formation et de l'enseignement

professionnels. Ces derniers accueilleront près de 200 000 élèves.

Par ailleurs, M. Khaldi a rappelé que le Premier ministre a instruit tous les secteurs et les entreprises économiques afin qu'ils expriment leurs besoins en matière de main-d'œuvre qualifiée et permettre au secteur de la

formation d'ouvrir les filières qui répondent aux nouvelles exigences. Les secteurs liés à l'emploi doivent également ouvrir leurs portes afin que les candidats effectuent leur stage ou leur mémoire de fin d'année en leur sein. Pour cette année, le secteur a ouvert 7000 nouveaux postes budgétaires.

Soulignons que les inscriptions pour la rentrée 2009-2010 s'étaleront du 5 juillet au 15 octobre prochain.

S. A.

## Une formation accélérée d'une durée de six mois

La formation professionnelle va lancer, à partir de septembre prochain, une formation active et accélérée d'une durée égale ou inférieure à six mois. Cette formation concernera les petits métiers comme ceux du secteur du bâtiment.

S. A.

## Certification ISO pour les établissements de formation professionnelle

Les établissements de la formation et de l'enseignement professionnels nécessitent une mise à niveau pour devenir des établissements de qualité. Pour ce faire, quatre-vingt-dix établissements doivent déposer leurs candidatures pour une certification de qualification (ISO).

S. A.

## PROFILS OFFERTS PAR L'UNIVERSITÉ ET DEMANDE ÉCONOMIQUE

## L'inadéquation ?

**«Les cursus offerts par l'université ne correspondent pas à la demande économique actuelle.» Une réalité constatée par nombre d'entreprises. Reflet de l'impuissance de l'Université à former des diplômés répondant aux attentes du marché de l'emploi...**

**Wassila Z. - Alger (Le Soir)** - L'Université algérienne et le système éducatif, de manière générale, devraient être remis en question.

C'est la conclusion à laquelle sont arrivés hier des universitaires lors d'une table ronde consacrée à l'orientation universitaire. «Une formation suivant des standards économiques

internationaux pour répondre aux besoins des entreprises serait impérative», estime Mohamed-Chérif Belkessam, DG de l'Ecole supérieure de gestion (ESG).

Ce spécialiste en management, disséquant la situation de l'Université algérienne, relèvera plusieurs lacunes dans les systèmes pédagogiques

actuels, notamment la formation, et surtout la formation qualifiante.

Le marché de l'emploi, marquant un écart considérable entre l'offre et la demande, souffre «du manque de concordance entre les profils offerts par l'université et la demande des entreprises», estime M. Belkessam.

Le système pédagogique actuel tend, selon lui, à la massification engendrant une raréfaction des compétences, et à un manque de qualification chez les diplômés. Par conséquent, l'appel à une

main-d'œuvre étrangère «qualifiée», asiatique notamment, s'avère souvent nécessaire. Autre conséquence du système universitaire et de la mauvaise orientation, la fuite des cerveaux.

En décembre 2007, 50 000 Algériens se sont installés au Canada, dont 90% ayant des compétences supérieures. Et la tendance est à la hausse. Plus de 7 000 médecins spécialistes établis en France sont algériens. La langue d'enseignement est, par ailleurs, considérée comme un réel frein à

l'évolution des universitaires, compliquant l'accès à l'emploi.

«L'université est gérée avec une logique administrative», sans l'implication des concernés dans la prise de décisions et la mise en place des dispositifs et des programmes pédagogiques. Or «il faudra avoir une logique de management du système éducatif» pour une meilleure gestion des structures universitaires.

Cela induit l'association des étudiants d'abord, les entreprises, organisations patronales, syndicats et

parents d'élèves dans la prise des décisions, explique ce spécialiste.

S'ouvrir à divers partenariats et confier le travail à des experts ne sera que bénéfique, et pour l'université et pour les entreprises.

Côté entreprise, les experts appellent à un meilleur encadrement, rappelant que le management reste «la clé de la réussite d'une entreprise».

L'effort devant être consenti par l'université est celui de répondre de façon ciblée aux besoins des entreprises.

W. Z.